

Récits publics et scénographies de l'histoire des années 1970 à nos jours

• Maryline Crivello

*Historienne, Professeur des Universités **

Dossier

Cet article traite de la place de l'histoire dans la société contemporaine par l'approche de ses usages publics, patrimoniaux ou politiques. Il interroge la diversité des modalités de gestion du passé par des acteurs sociaux, institutionnels, politiques ou médiatiques visant à répondre à des exigences au présent. L'interprétation du passé peut alors converger avec des logiques mémorielles ou politiques, concurrentes des approches historiennes. Par ailleurs, on assiste à de nouvelles pratiques sociales de l'histoire qui favorisent des formes scéniques ou un goût pour la reconstitution qui questionnent la fonction attribuée aujourd'hui à la discipline historique.

Cet article fait la synthèse de travaux publiés par l'auteur et cités en références bibliographiques

Le questionnement de la place de l'histoire dans la société contemporaine par l'approche de ses usages publics – dans lesquels se fondent les usages politiques, – a ouvert des perspectives historiographiques prometteuses. Cette notion, en phase avec l'irruption du phénomène mémoriel, vient qualifier l'appropriation et le recours au passé par des acteurs sociaux ou politiques – Régions, communes, partis, associations, – pour répondre à des exigences individuelles et collectives au présent.

Pour autant, il ne s'agit pas pour les historiens de remettre en question la légitimité de ces usages ou de tracer les manipulations ou

falsifications de l'histoire, mais bien de prendre la mesure de la diversité des modalités de gestion du passé et de comprendre la fonction assignée à l'histoire dans un contexte situé. Cette expression des usages publics de l'histoire n'est pas neuve et intimement liée aux entreprises d'historiens sensibles à l'articulation entre l'histoire et les mémoires, depuis les années 1970. M. Finley, dans son ouvrage *The Use and Abuse of History* (1975) posait déjà les usages politiques de l'histoire comme un objet légitime pour l'historiographie, mesurant les écarts d'interprétation entre la démocratie dans les sociétés anciennes et dans les sociétés modernes. « *Tout art est dialogue* », écrivait-il

* Aix-Marseille Université - UMR 7303 TELEMME, CNRS. TELEMME, Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, 5 rue du Château de l'Horloge - BP 647 - 13094 Aix-en-Provence Cedex 2.
marylinecrivello@gmail.com

dans une phrase reprise dans l'entretien avec F. Hartog, qui clôt la version française de son livre, « *Il en va de même de tout intérêt pour le passé... Plus minutieusement nous écoutons le passé et plus nous devenons conscients qu'il est passé, qu'il est quasiment inaccessible, plus le dialogue devient porteur de sens. Et à la fin, ce peut seulement être un dialogue au présent, sur le présent* ». En privilégiant ce dialogue entre le passé et le présent, l'historien prémunit ainsi sa discipline contre toute tentation de déterminisme et replace les représentations historiques au cœur-même du récit contemporain.

La fonction sociale de l'histoire, une interrogation renouvelée

Concurrences dans l'interprétation du passé

Les « usages publics de l'histoire » et les « usages publics du passé » ne se superposent pas tout à fait, car c'est bien l'interrogation renouvelée de la fonction sociale de l'histoire et du rôle des historiens dans la société qui sont en jeu, concurrencés, sur le terrain de l'interprétation du passé, par des acteurs multiples : témoins, journalistes, écrivains, cinéastes, politiques. O. Dumoulin (2003), dans son ouvrage sur le rôle social de l'historien, précise clairement la césure essentielle du début du XIX^e siècle, où l'histoire prend son autonomie par rapport à la philosophie. Depuis, les historiens, confrontés aux évolutions de la société, ne cessent d'expliquer, les règles de leur métier, de rappeler le nécessaire recours aux sources et l'importance de dire sans juger. L'essor de la notion d'« usages de l'histoire » est, certes, le signe de l'embarras des historiens pour délimiter le périmètre d'une profession, confrontée non seulement aux polémiques autour de l'institution des « lois mémorielles » et les débats qui se sont ensuivis, concernant la colonisation, l'esclavage, la reconnaissance du génocide arménien, mais encore, au sein même de leur communauté, à la question de l'expertise historique – en particulier, lors des procès

Touvier et Papon. Pour autant, ces historiens se retrouvent dans l'obligation de justifier leurs démarches, d'apprécier les revendications des mémoires, d'éviter le repli disciplinaire – ou pire, le mépris – et de faire face à leur part de subjectivité. La tâche est complexe, la posture instable, mais les résultats certainement salutaires et fertiles. L'espace public justement, théorisé par J. Habermas (1993), constitue pour les historiens un nouvel espace d'objectivation de l'expérience collective, dont ils sont partie-prenante, et un véritable laboratoire des revendications et des conflits mémoriels, dont l'enjeu est l'affirmation ou la redéfinition d'identités plurielles.

P. Charaudeau (1997) estime que « *la masse a éclaté en une multiplicité de groupes qui ont pris conscience de leur existence, de leurs droits et donc de leur droit à revendiquer, et, chose encore plus récente grâce à la complicité des médias, de leur pouvoir de pression auprès de l'autorité politique. [...] Il n'y aurait donc plus de face-à-face entre des instances politiques et citoyennes homogènes, mais des rapports de pouvoir et contre-pouvoir multiples* ». Dans ce contexte fortement médiatisé, la parole historienne n'a plus la maîtrise du débat public sur les questions historiques, ni sur le fond, ni dans l'organisation même du débat. On assiste à une démultiplication des acteurs/médiateurs qui, à côté des historiens patentés, contribuent à alimenter les débats sur le passé. L'historien a perdu son monopole sur le passé : il est désormais soumis à la concurrence d'un discours non savant, parfois revanchard par rapport au discours savant, qui a souvent plus de facilité de diffusion que le sien propre. Il a même perdu la maîtrise du contrôle de l'effet politique de ses discours et de ses récits historiques. C'est, en effet, grâce à la diffusion des matériaux « mis sur le marché » par les historiens que peut être désormais une mémoire que l'on peut qualifier d'*historique*. Une mémoire ne se constitue plus forcément au long d'une transmission verticale, mais relève d'une communication horizontale, d'une « contagion des idées » : éventuellement cristallisée à partir des retombées de la production savante des historiens, mais aussi, très largement, à partir

d'un cumul de références littéraires, cinématographiques ou politiques, elle se construit, à partir de toutes les représentations, transitant par la voie orale ou par l'écrit, proposées par tous ceux qui font aussi commerce du passé. Les controverses aux connotations historiques se succèdent depuis quelques années et, parmi les plus récentes, on trouve celles sur l'identité nationale ou celles autour de la suppression du mot race de la loi française.

Les enjeux de l'entreprise des Lieux de mémoire

Dans le domaine des sciences sociales, les controverses sur la question des mémoires et des usages publics de l'histoire ont été ouverts avec les travaux du sociologue M. Halbwachs (1925) et ceux de l'historien américain Y.-H. Yerushalmi, notamment, l'ouvrage *Zakhor. Histoire juive et mémoire juive* (1982) qui concerne les relations entre histoire juive et mémoire juive dans l'histoire, depuis les fondements bibliques et rabbiniques jusqu'aux époques moderne et contemporaine. Mais c'est l'entreprise éditoriale impressionnante des *Lieux de mémoire* (1984-1992), dirigée par l'historien P. Nora, qui prend acte de la nécessité d'historiciser la mémoire et d'en faire un objet d'histoire. L'ouvrage adopte une position critique face à la progression des enjeux mémoriels dans la société française qui se manifestait spécifiquement par l'engouement des politiques et des Français pour les commémorations en tout genre. Les auteurs font ainsi l'inventaire d'une mythologie nationale – au premier chef, le légendaire conflit entre les Francs et les Gaulois ou le panthéon républicain – et élaborent le concept du lieu de mémoire. La définition du lieu de mémoire figure au Grand Robert depuis 1993. Cette entrée dans le domaine public donne la mesure du succès, ambigu parfois, d'une entreprise aujourd'hui traduite, adaptée, voire plagiée. Le déplacement méthodologique suppose une approche par le présent de l'enquête historique et détourne l'historien de l'idolâtrie des origines, rend compte des changements dans la façon d'écrire et de penser la discipline, analyse les rapports que la société contemporaine – et la notion de

« mémoire collective » – entretiennent avec l'événement. Les *Lieux* sont donc aussi, dans cette perspective, œuvres de leur temps, pris au jeu d'un sentiment partagé d'une perte d'un temps où l'histoire donnait sens à un récit national au profit d'un culte insatiable pour les vestiges du passé, l'archivage à outrance et la quête d'identité, qui ont contribué à la doctrine actuelle des actes patrimoniaux.

Il faudrait, en outre, prendre véritablement en compte la distance avec laquelle les acteurs contemporains – et notamment les politiques – s'investissent dans les rituels commémoratifs. L'historien de la mémoire a vu sa tâche se complexifier pour rendre compte de la multiplication des points de vue, en maintenant une distance méthodologique et sans s'arroger un discours péremptoire sur les revendications identitaires. Un écheveau à démêler qui tient autant de la connaissance de l'histoire des événements que des créations contemporaines de ces événements et de leurs traductions socio-culturelles, autant qu'un regard singulier à porter nécessairement sur le passé, mais pour en comprendre les mutations contemporaines du discours. Aborder ces questions par le prisme des *usages de l'histoire* a permis un renouvellement conceptuel et la mise en discussion de la singularité du rapport social contemporain au temps historique, et, notamment, l'hypothèse d'un changement d'historicité qui octroierait une place prépondérante au présent et un nouveau rôle au passé, du fait de l'effacement des « horizons d'attente » forts qui structuraient la perception de l'histoire depuis la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Les politiques du passé

Parmi les terrains d'observation, le type de relations qui s'est institué entre l'Etat et la société civile depuis 1970, fondé sur une multiplicité d'usages de l'histoire, vient démontrer la constitution d'une véritable politique du passé à l'échelon national (rituels commémoratifs, « panthéonisations », politiques symboliques, programmes d'histoire) privilégiant la négociation du passé destinée à aboutir à une mémoire nationale commune.

A ce titre, le rapport des Présidents de la V^e République à l'histoire (Garcia, 2011) ne renvoie pas seulement à la personnalité du Président mais exprime, dans ses formes d'adhésion et de rejet, un réajustement successif du rapport de la société française à l'histoire. L'articulation des discours de la modernité et les héritages se reconfigure, selon les hommes, en rupture avec une tradition politique mobilisant l'histoire (Valéry Giscard d'Estaing), en filiation avec un chaînage temporel reconstitué et un retour dans l'histoire (François Mitterrand), avec l'ambition de réinventer un grand roman national (Nicolas Sarkozy). L'écrivain A. Ernaux (2008), dans son « autobiographie collective », *Les années*, sait subtilement nous faire partager cette relation significative des Français avec le temps de l'histoire : « *Après tout ce temps, au soir d'un dimanche brumeux de mai qui effaçait l'échec de l'autre, on revenait dans l'Histoire avec une cohorte de gens, les jeunes, les femmes, les ouvriers, les profs, les artistes et les homos, les infirmières, les facteurs, et on avait envie de la faire à nouveau. C'était 36, le Front populaire des parents, la Libération, un 68 qui aurait réussi* ».

Outre les pratiques étatiques, les mémoires liées aux traumatismes du XX^e siècle, sont mobilisées de façon récurrente, pour obtenir reconnaissance et réparation. Les travaux des historiens ont inventorié également ces nouvelles demandes des vaincus de l'histoire, des victimes de la guerre et des silencieux, à la reconquête de leur histoire. A l'échelle internationale (Ex-Yougoslavie, Espagne, Argentine, Rwanda) les études ont mis évidence l'ensemble des dispositifs gérés par des organisations de l'ONU, regroupés désormais sous le terme de « justice transitionnelle », propres justement aux expériences de transitions vers la démocratie, aux tentatives de sortie d'un passé conflictuel, et destinés à faciliter la réconciliation nationale. Dans ces situations de sortie de violence, les révisions de l'histoire passent aussi par l'exhumation physique des corps, la volonté de localiser les fosses communes pour identifier les circonstances des décès, afin de répondre à une demande paroxystique d'exigence de vérité au présent.

Les mémoires douloureuses des conflits guerriers européens au XX^e siècle n'ont cessé, elles aussi, de croître, à mesure que le temps s'éloignait, relayées des médiations aussi diverses que les créations cinématographiques et télévisuelles (*Les années algériennes*, *L'Honneur d'un capitaine*, *Indigènes*), les mises en scène de la parole des témoins (*Le Chagrin et la Pitié*, *Shoah*), ou les scénographies muséales du souvenir (Mémorial de Caen, Mémorial du Camp des Milles).

L'expérimentation de l'histoire

Une nouvelle appropriation collective de l'histoire

L'historien H. Rousso invitait, dès 1994, « à réfléchir sur les usages du passé, sur les formes parfois ambiguës que peut revêtir l'entretien du souvenir », dont il considère aujourd'hui qu'elles ont légitimé le très contemporain en histoire. C'est l'histoire de cette émergence et de cette légitimation progressive que retrace H. Rousso dans *La Dernière Catastrophe*, avec pour objectif de situer dans le temps l'apparition de certaines des caractéristiques (variations de la prise en compte de la Shoah, dispositifs inédits des grands procès, question de l'amnistie) de ce regard scientifique sur le passé récent. Parallèlement, l'historien souligne que l'on assiste en France (comme ailleurs en Europe, aux Etats-Unis ou en Amérique latine) à un nouveau phénomène d'appropriation collective de l'histoire par une expérimentation individuelle et collective, encore peu étudiée. Loin d'établir une « exception française », ce mouvement de reconstitution de l'histoire reprend la longue tradition anglo-saxonne de *l'Histoire vivante* ou *Living History*, dont l'objectif est de reconstituer des tranches de la vie militaire ou civile quotidienne du passé. Une partie de la société s'exprime à travers un engouement individuel ou collectif pour le passé, fabriquant par des récits de vie, des romans, des fictions ou des « spectacles vivants », sa propre mémoire historique, témoignant ainsi d'un goût affirmé pour

l'histoire ou ce qui est compris comme étant de l'histoire.

C'est bien l'approche sensible du passé qui retient l'attention. L'histoire sollicitée contribue à une quête d'émotion, de dépassement de soi, sinon d'« héroïsation » par personnage historique interposé. Elle s'élabore souvent à partir d'une imagerie digne du XIX^e siècle, qui donne à lire ou à voir l'évidence d'un passé, ordonné, classé, organisé, immuable pour la nation française. Ces passionnés d'histoire, généalogistes, amateurs de reconstitutions médiévales, témoins privilégiés ou descendants de périodes traumatiques, écrivains, cinéastes ou politiques, aspirent à « entrer en » et « dans » l'histoire comme acteur et producteur du passé, au détriment, parfois, des chercheurs ou des enseignants, ces médiateurs traditionnels, issus d'une culture scolaire peu valorisée, et associés à des amphes poussiéreux. Cet accès au discours sur le passé est socialement légitimant pour les acteurs et leur public, affirmant ainsi des formes d'appartenance et construisant une identité estimable de soi.

Force est donc de constater qu'une certaine histoire – le récit national, la période médiévale, les guerres du XX^e siècle, la question de la colonisation ou de l'esclavage, les biographies des « grands hommes » – intéresse et même fascine les publics. Au-delà de la recherche universitaire, tout un discours historique ou historien, portant sur le passé, s'est mis en place dans la littérature, le cinéma, les documentaires télévisés ou les revues et ouvrages dits de vulgarisation. Impossible de ne pas acter les succès éditoriaux, les pics d'audience ou l'attraction touristique pour des mises en scène à l'ambition historique, comme le Puy du Fou en Vendée.

D'un point de vue sociologique, ce retour massif vers le passé de notre société, depuis une quarantaine d'années, est un moyen de se rassurer face à un monde en mutation, face à l'impression, savamment orchestrée par des politiques, d'être menacé par des forces hostiles : l'Islam, l'Europe, la mondialisation... De plus, la poussée de l'individualisme et des identités collectives associées à des stratégies éditoriales, médiatiques et numériques, favorise

le sentiment que chacun peut s'exprimer sur le passé et en rendre compte publiquement. L'histoire, et tout particulièrement une histoire nationale quasi sacralisée, fonctionne alors comme un refuge et un lieu d'expression de valeurs proprement subjectives.

La mise scène de l'histoire

L'histoire vivante et ses dérivés spectaculaires (reconstitutions de batailles, de bivouac, de scénettes médiévales) s'intègrent à tout un mouvement plus vaste de patrimonialisation, de revitalisation des fêtes de tradition et de revalorisation d'un passé local. Contrairement aux « batailles de mémoire » qui ont investi le champ historiographique contemporain, une lame de fond draine des mémoires historiques essentiellement consensuelles, à travers les reconstitutions. Il n'y a pas d'enjeux brûlants dans ces mises en scène, cependant cette sensibilité à l'histoire et en particulier à l'histoire antérieure à celle du XX^e siècle, démontre que la passion pour le passé n'est pas désuète. De plus, bien que l'histoire locale soit souvent privilégiée, la mémoire historique transmise, avec les approximations qui la caractérisent, génère une intégration à des sentiments collectifs d'appartenance. Ce phénomène, jusqu'ici, a été peu mis en valeur. Cependant, de mai à octobre, la France redécouvre dans les sites les plus reculés des héros oubliés, se peuple de campements gallo-romains ou médiévaux, voit défiler les somptueux costumes des aristocrates de la Renaissance ou combattre féroce de preux chevaliers, quand s'éloignent, au loin, les troupes napoléoniennes. Les lieux les plus divers prennent les couleurs des « sons et lumières » qui sont les ressorts d'une vision spectaculaire et ré-enchantée du passé. L'historien n'a pas affaire à une « demande sociale », mais à des pratiques sociales auxquelles il ne participe quasiment pas. L'histoire se fabrique ou se façonne, de la main des hommes, sans grand recours à sa production. Au mieux, l'archéologie expérimentale – c'est le cas de la construction du château de Guédelon en Bourgogne – rejoint parfois celle des « reconstituteurs ». Revues, forums, sites web unissent ces nouveaux acteurs

du passé qui ressentent une profonde légitimité dans leur souci pédagogique et de vulgarisation.

L'histoire représentée se termine toujours dans la joie et l'espérance, la vision du futur n'est jamais tragique selon le cycle inévitable des périodes qui alternent bonheurs et malheurs. Les guerres du XX^e siècle sont revisités afin de lisser, dans une visée commémorative et pacificatrice, les nouvelles alliances ou l'absurdité des conflits qui dépassent les combattants ou la population civile. Ces spectacles se présentent comme un travail de deuil collectif face aux traumatismes du XX^e siècle ou aux abus mémoriels contemporains. L'histoire devient le lieu où se puisent les ressources d'un changement de valeurs communes ou individuelles. Elle conjugue diversité des savoirs potentiels à acquérir et dimension ludique et conviviale. L'hypothèse que l'on peut émettre, c'est qu'à travers les reconstitutions historiques, une partie d'entre eux sont désormais devenus des acteurs de l'histoire vulgarisée, producteurs de connaissances historiques et porteurs d'une mémoire du passé. D'après le sociologue M. Wieviorka (2007) : « ...la poussée de l'individualisme comporte deux dimensions qui, toutes deux, exercent une influence considérable sur le phénomène qui nous occupe. D'un côté, en effet, elle implique l'extension des attentes individuelles en matière de participation à la vie moderne (...) et d'un autre côté, elle signifie l'affirmation croissante des subjectivités personnelles – ce que les sciences sociales, comme la philosophie, désignent comme le Sujet. Ces deux aspects, et ce n'est pas un paradoxe, alimentent la poussée des identités collectives, et notamment de celles qui comportent une forte charge mémorielle ». Le champ de ces représentations historiques, on l'a vu, ignore les conflits ou les aborde avec bienveillance, le domaine du politique est délaissé au profit de la vie quotidienne des ancêtres. Le goût pour l'histoire des « anonymes », des gens ordinaires intervient comme un dénominateur commun de ces spectacles, qu'il s'agisse de l'épopée napoléonienne ou de mises en scènes centrées sur l'histoire locale. Ainsi, c'est la redécouverte,

en partie « fantasmée », des gestes, des habitudes des anciens, qui séduit. Le petit peuple, les gueux, les artisans, les vivandières sont largement présents aux côtés de quelques personnages de renommée. Les troupes de théâtre, appelées en renfort dans certains cas, encouragent cette propension à mettre en scène le quotidien par l'installation de campements, où la vie s'écoule lentement, au rythme des tâches de l'époque choisie. Ainsi, on ne peut qu'être frappé par l'émergence d'une nouvelle « sensibilité au passé » : on constate un investissement de plus en plus marqué vers un passé brut, indifférencié et opaque, dont l'évocation ne passe plus par l'intermédiaire du récit et de l'écriture, mais par l'intermédiaire de canaux plus matériels. Un passé fabriqué, dont l'ordonnement chronologique n'a que peu de choses à voir avec celui de l'historien, se situant plus du côté de la sensation que du questionnement, et suscitant davantage la participation émotionnelle que l'attente d'une analyse. Pour le faire revivre, il n'est donc pas étonnant que l'on ait recours aux arts de l'imagination plutôt qu'à l'austérité de la connaissance, et que l'on arpente le champ de l'imaginaire.

Dans le foisonnement des reconstitutions historiques, peut-être est-il possible de distinguer deux grandes figures. Tout d'abord, celle de la localité. Chaque lieu, par ce recours à une histoire recréée, devient un espace estimable et digne d'attraction (l'absence de traces monumentales n'est pas un frein à l'imaginaire historique). L'impulsion vient généralement du pouvoir politique local ; les participants sont généralement des gens du cru, recrutés bénévolement ; des troupes de théâtre spécialisées sont aussi embauchées pour l'occasion. C'est certainement, en ces circonstances, que le principe de véracité souffre le plus : de tels spectacles jouent en effet sur une mémoire historique stéréotypée partagée ; ils assènent volontiers, comme au Puy du Fou, des leçons de morale convenues sur la stabilité du monde rural ou, tout au moins, s'essaient à faire partager des valeurs culturelles communes. Il s'agit de présenter un passé fédérateur et intégrateur, se déployant à partir

d'un récit suffisamment généraliste (hormis quelques épisodes locaux) pour prendre éventuellement en compte l'arrivée en masse des nouveaux résidents, ou l'absence d'événements historiques marquants et, partout, d'installer une connivence immédiate avec le public de passage. Il en résulte un passé hybride, syncrétique, élargi à l'échelle de la France, où se mêlent différents imaginaires du « temps d'avant » : le Moyen Âge et l'hier pas si lointain des souvenirs d'enfance, un temps sans date, propre à célébrer un éternel de concorde et de cohésion. La production d'histoire locale se place résolument sous le signe du consensus et de l'intégration des anciens et des nouveaux résidents.

La seconde figure concerne avant tout le corps, dans son engagement physique. Ainsi en est-il de ces participants venus de toute l'Europe qui rejouent les batailles napoléoniennes, « soldats de plomb animés ». On est ici dans le cadre d'un fort investissement personnel, dans la veine du jeu de rôle, qui peut se révéler fort onéreux, du fait du recours à des costumiers, de l'attention portée au décor, et de la chasse aux anachronismes. On est proche de l'univers des collectionneurs, comme en témoigne la collecte d'objets « authentiques », l'effort lexical permanent pour retrouver les mots de l'époque, voire même l'adoption d'une onomastique spécifique.

Récits collectifs du passé et réinvention des territoires

En ces événements de restitution du passé se noue un dispositif inédit, où se croisent identités, politiques locales et sociétés des loisirs. Ces phénomènes identitaires ne sont pas chose fondamentalement nouvelle, si l'on pointe l'héritage de l'érudition du XIX^e siècle ou celui des années 1960 et 1970, lorsqu'il s'agissait de reconnaître les mémoires populaires, de rendre la parole aux silencieux, aux vaincus de l'histoire. C'était là une période où échappaient encore aux chercheurs les risques de repli et

d'enfermement. Depuis, le rôle des contre-histoires s'est bien étioilé, du fait d'une méfiance grandissante par rapports aux revendications identitaires radicalisées, amies aussi de la montée en puissance des politiques culturelles, consommatrices de patrimoine en tout genre : le « pays cathare » est ainsi devenu un « label ». Une nouvelle donne est depuis intervenue : la diffusion grandissante des biens de consommation touristique s'est accompagnée du développement des politiques locales à visée touristique. L'une des principales ressources, où l'argument de vente réside dans l'affirmation d'une singularité, s'est révélée être l'histoire. Cette mise en histoire des lieux a été souvent diligentée par les collectivités locales, s'agissant de relever le défi d'un tissu local déchiré ou pas encore tissé par la production d'un récit communautaire. Mais on peut faire le constat que, par un ces projets culturels qui s'adressent à un public en quête de loisirs, les élus réassurent leur pouvoir. Par une politique de régulation de la mémoire, par le recours au récit du passé, par la mise en patrimoine, il s'agit de replacer l'institution administrative au centre du processus de reproduction sociale et symbolique dans des lieux de recomposition du social. De fait, ces sensibilités, qui s'expriment, font de l'histoire non pas une culture savante, mais une véritable pratique sociale et culturelle, où le passé s'invente par « mille manières de braconner » (De Certeau, 1980). L'étude de ces modes de transmission montre *in fine* que l'histoire abordée est moins une « compréhension » (forme intellectualisée de la connaissance) qu'une « appréhension » (forme vécue de la connaissance). De fait, elles se révèlent particulièrement efficaces pour s'appropriier un passé qui engage à redéfinir des questions d'ordre identitaire ou des projets politiques. Ce « braconnage », souvent éloigné des grands conflits contemporains et qui s'attache fréquemment à un temps médiéval mythifié, ne serait-il pas, non seulement un moyen d'échapper au présent, mais aussi à la discipline historique ? *A contrario*, les goûts et usages de l'histoire, et tout particulièrement de l'histoire nationale (Venayre, 2013), qui cristallisent débats, passions et indignations, ne nécessitent-ils pas, pour en comprendre

filiations et cristallisations, de prendre toute leur place dans la production historique ?

Références

- Andrieu, C., Lavabre, M.-C., Tartakowsky, D. (2006). *Politiques du passé. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*. Aix-en-Provence : Publications de l'Université de Provence.
- Bensa, A. & Fabre, D. (Dir.) (2001). *Une histoire à soi*. Paris : Editions de la MSH.
- Blanc, W., Chéry, A., Naudin, C. (2013). *Les Historiens de garde - De Lorànt Deutsch à Patrick Buisson, la résurgence du roman national*. Paris : Ed. Inculte.
- Conan, E. & Rouso, H. (1994). *Vichy, un passé qui ne passe pas*. Paris : Fayard.
- Crivello, M., Garcia, P., Offenstadt, N. (2006). *Concurrences des passés. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*. Aix-en-Provence : Publications de l'Université de Provence.
- Crivello, M. (2008). *La Geste des temps. Les reconstitutions historiques : pratiques sociales et imaginaire du passé*, Habilitation à Diriger des Recherches (HDR), UMR 7303 TELEMME, AMU-CNRS, Aix-en-Provence.
- Crivello, M. (2013). Usages publics et mises en spectacle de l'histoire dans la France contemporaine : contrastes mémoriels. *Cahiers d'histoire immédiate*, 43, 7-21.
- De Certeau, M. (1980). *L'invention du quotidien, Arts de faire*, tome 3. Paris : UGE.
- Dumoulin, O. (2003). *Le rôle social de l'historien, de la chaire au prétoire*. Paris : Albin Michel.
- Ernaux, A. (2008). *Les années*. Paris : Gallimard.
- Finley, M. I. (1975). *The Use and Abuse of History : From the myths of the Greeks to Levi-Strauss, the past alive and the present illumined*. Michigan : Chatto and Windus.
- Finley, M. I. (1981). *Mythe, mémoire, histoire. Les usages du passé*. Paris : Flammarion.
- Joutard, P. (2013). *Histoire et mémoires, conflits et alliance*. Paris : La Découverte.
- Garcia, P. (2011). *Grammaires de l'incarnation. Les présidents de la Vème République et l'histoire (1958-2007)*, Habilitation à Diriger des Recherches (HDR), IHTP, Paris.
- Kosseleck, R. (1997). *L'expérience de l'histoire*. Paris : Gallimard. Seuil.
- Habermas, J. (1993). *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* [1962]. Paris : Payot.
- Halbwachs, M. (1925). *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris : Librairie Félix Alcan.
- Hartog, F. & Revel, J. (2001). *Les usages politiques du passé*. Enquête. Paris : Ed. EHESS.
- Hartog, F. (2003). *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*. Paris : Seuil.
- Martin, J.-C. & Suaud, C. (1996). *Le Puy du Fou en Vendée. L'histoire mise en scène*. Paris : L'Harmattan.
- Peers, L. (2007). *Playing Ourselves : Interpreting Native Histories at Historic Reconstruction*. New York : Altamira Press.
- Ricoeur, P. (2003). *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*. Paris : Seuil.
- Rouso, H. (2012). *La dernière catastrophe. L'histoire, le présent, le contemporain*. Paris : Gallimard.
- Venayre, S. (2013). *Les origines de la France. Quand les historiens racontaient la nation*. Paris : L'Univers historique, Seuil.
- Wieviorka, M. (2007). Histoire et Nation : le divorce. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°85, 33-37.
- Yerushalmi, Y. (1984). *Zakhor. Histoire juive et mémoire juive* (traduction d'Eric Vigne). Paris : La Découverte



Patrimoines en devenir

Coordination : Gilles Suzanne

Entretiens

« *Des traces au patrimoine* » :
mémoire et histoire des habitants de l'îlot Chieuse-Pasteur de l'Estaque

- Entretien avec Ramzi Tadros

Association Save Alex (Alexandrie)

- Entretien avec Ahmed Hassan Moustafa

Association Bel Horizon (Oran)

- Entretien avec Kouider Metair

Association Racines (Casablanca)

- Entretien avec Adel Essadani

Etude

La vallée de l'Huveaune en projet : une histoire de « trame écossaise »

- Bernard Barilero

Lecture

Ces Marseillais venus d'Orient. L'immigration libanaise à Marseille aux XIX^e et XX^e siècles.

Auteur : Liliane Rada Nasser

- Elsa El Hachem Kirby & Cesare Mattina

Introduction Dossier

- Gilles Suzanne

Récits publics et scénographies de l'histoire des années 1970 à nos jours

- Maryline Crivello

Processus transverse de patrimonialisation et fabrique de soi. L'exemple de la « Coordination Patrimoines et Créations »

- Gilles Suzanne

« *Partage de mémoires gitanes* ».

Quand le Museon Arlaten se met à l'épreuve du participatif...

- Aurélie Samson & Céline Salvetat

Récits et savoirs en marche. La balade, rite d'hospitalité et de valorisation patrimoniale

- Samia Chabani

L'archéologie urbaine à Saigon-Ho Chi Minh-Ville. Documentation, sensibilisation et recherche appliquée

- Nguyễn Thị Hậu

Les prémisses de l'urbanisation de Saigon-Ho Chi Minh-Ville. Empreintes du patrimoine culturel français sur l'évolution urbaine locale

- Ton Nu Quynh Tran